

Oréade-Brèche



Oréade-Brèche
ENVIRONNEMENT & DEVELOPPEMENT



Conseil en environnement
et développement
depuis plus de 30 ans

SOMMAIRE

I.	DECLARATION DE SOUTIEN CONTINU.....	1
II.	DROITS DE L'HOMME	2
A.	Principes du Pacte Mondiale	2
B.	Evaluation, politique et objectifs de la société.....	2
C.	Mise en œuvre d'actions concrètes.....	2
1.	<i>Actions liées au fonctionnement interne d'Oréade-Brèche.....</i>	<i>2</i>
2.	<i>Actions liées aux activités d'Oréade-Brèche.....</i>	<i>2</i>
D.	Résultats des actions	4
1.	<i>Actions liées au fonctionnement interne d'Oréade-Brèche.....</i>	<i>4</i>
2.	<i>Actions liées aux activités d'Oréade-Brèche.....</i>	<i>4</i>
III.	DROIT DU TRAVAIL	5
A.	Principes du Pacte Mondiale	5
B.	Evaluation, politique et objectifs de la société.....	5
C.	Mise en œuvre d'actions concrètes.....	5
1.	<i>Actions liées au fonctionnement interne d'Oréade-Brèche.....</i>	<i>5</i>
2.	<i>Actions liées aux activités d'Oréade-Brèche.....</i>	<i>6</i>
D.	Résultats des actions	7
1.	<i>Actions liées au fonctionnement interne d'Oréade-Brèche.....</i>	<i>7</i>
2.	<i>Actions liées aux activités d'Oréade-Brèche.....</i>	<i>9</i>
IV.	ENVIRONNEMENT	10
A.	Principes du Pacte Mondiale	10
B.	Evaluation, politique et objectifs de la société.....	10
C.	Mise en œuvre d'actions concrètes.....	11
D.	Résultats des actions	11
1.	<i>Actions liées au fonctionnement interne d'Oréade-Brèche.....</i>	<i>11</i>
2.	<i>Actions liées aux activités d'Oréade-Brèche.....</i>	<i>13</i>
V.	LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	16
A.	Principe du Pacte Mondiale	16
B.	Evaluation, politique et objectifs de la société.....	16
C.	Mise en œuvre d'actions concrètes.....	16
1.	<i>Actions liées au fonctionnement interne d'Oréade-Brèche.....</i>	<i>16</i>
2.	<i>Actions liées aux activités d'Oréade-Brèche.....</i>	<i>16</i>

I. Déclaration de soutien continu

Monsieur le Secrétaire Général,

Oréade-Brèche a décidé début 2011 de soutenir et d'intégrer dans son fonctionnement, les dix principes du Pacte Mondial traitant les droits de l'homme, le droit du travail, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption.

Nous sommes aujourd'hui heureux de confirmer notre soutien continu au Pacte Mondial et de renouveler notre engagement à cette initiative et à ses principes.

Les actions pratiques développées et mises en œuvre par notre société durant cette année sont présentées dans notre Communication sur le Progrès ci-après.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de notre considération.

Thierry CLEMENT

Gérant de la société Oréade-Brèche



II. Droits de l'Homme

A. Principes du Pacte Mondiale

Principe 1 Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'Homme dans leur sphère d'influence

Principe 2 Les entreprises sont invitées à veiller à ce que leurs propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'Homme

B. Evaluation, politique et objectifs de la société

En France, les droits de l'Homme sont un ensemble de principes directeurs auxquels toute loi et tout citoyen doivent se conformer. Ils font partie du droit en vigueur depuis qu'ils ont été intégrés à la Constitution française de 1958. Ainsi, les droits de l'homme sont universels en France, c'est-à-dire applicable à tout être humain, quelles que soient sa race, sa couleur, sa religion, sa patrie, dès l'instant qu'il est né.

Toutefois, l'application du droit français se limite aux seuls territoires sous contrôle de l'Administration française. Les droits de l'Homme ne seront pas encore universels, car dans certains pays, tous les hommes ne les admettent et ne les respecteront pas.

Au niveau national, bien que dans notre champ d'activité, les risques d'atteintes aux droits de l'Homme sont assez faibles, Oréade-Brèche intègre ses principes dans son fonctionnement et sa politique.

Au niveau international, Oréade-Brèche est confronté, de part ses activités, à des zones à risque. Certains projets se développent dans des Pays (notamment en Afrique et en Asie) où les droits de l'Homme sont souvent bafoués, ou des pays qui sortent de crises graves voire de guerre. Toutefois, nous intervenons, dans la majorité des cas, pour des bailleurs de fonds internationaux (Agence Française de Développement, Banque Mondiale, Fonds Français pour l'Environnement Mondial, ...) pour lesquels la lutte pour les Droits de l'Homme et la pauvreté est un objectif majeur.

C. Mise en œuvre d'actions concrètes

1. Actions liées au fonctionnement interne d'Oréade-Brèche

Oréade-Brèche a introduit une mention liée au respect des droits de l'Homme dans sa charte de fonctionnement (référence à la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948).

2. Actions liées aux activités d'Oréade-Brèche

Pendant l'année 2011, plusieurs types de missions internationales, ont contribué à, indirectement, faire avancer la cause des droits de l'homme.

1. Un pan des activités d'Oréade-Brèche concerne la certification des activités forestières et la traçabilité des produits forestiers, majoritairement pour le FSC (Forest Stewardship Council) et ponctuellement pour d'autres certificats (PAFC et OLB). Oréade-Brèche intervient comme auditeurs pour des sociétés de certification ou comme consultant au service de sociétés forestières privées pour les aider à améliorer leurs pratiques. Ces certifications ont pour but de promouvoir une gestion des forêts du globe qui soit environnementalement responsable, socialement bénéfique et économiquement viable, en vérifiant une série de



principes, de critères et d'indicateurs de gestion forestière durable, mondialement reconnue et appliquée.

Quatre principes de gestion forestière sont particulièrement en lien avec les droits de l'Homme. Ces principes traitent :

- du respect des lois ; *La gestion forestière doit se conformer à toutes les lois en vigueur dans le pays où elle a lieu ainsi qu'à tous les traités internationaux dont ce pays est signataire.*
- de la propriété foncière, des droits d'usage et responsabilités ; *La propriété foncière et les droits d'usage à long terme des ressources du terrain et de la forêt doivent être clairement définis, documentés et légalement établis.*
- du droit des peuples indigènes ; *Les droits légaux et coutumiers des peuples indigènes à la propriété, à l'usage et à la gestion de leur terrains, territoires et ressources doivent être reconnus et respectés.*
- *Du droit des travailleurs et de leur famille ; Ce principe traite des conditions de travail des travailleurs et de leur famille, du respect de l'interdiction du travail des enfants et du droit de s'organiser, de se rassembler et de se syndiquer.*

2. Toujours dans le domaine forestier, Oréade-Brèche pilote plusieurs projets d'assistance techniques en RDC qui ont pour objectif de participer à la mise en place d'une véritable politique forestière responsable. Les membres de l'équipe d'Oréade-Brèche en poste assure entre autre, l'élaboration d'outils de contrôle de la bonne application de la réglementation forestière et assure la formation des agents du Ministère chargé de s'assurer que les principes de l'aménagement forestier (y compris la prise en compte environnementale et sociale) sont respectés. Des formations à l'intention des opérateurs privés sont également prévues et seront organisés en 2012.
3. Oréade-Brèche réalise des études d'impact environnemental et social pour des grands projets d'infrastructures (Barrage, port, ligne électrique, etc.) et assure le suivi de la mise en œuvre des actions environnementales et sociales lors des travaux de construction de ces ouvrages. Le déroulement de ces projets prévoit plusieurs phases qui permettent de s'assurer que les droits des populations locales et de toutes les parties prenantes concernées par le projet sont prises en compte :
 - Lors de l'état initial environnemental et socio-économique, un état des lieux est fait. Il permet de faire l'inventaire des données sociales, des droits des populations (en terme foncier, culturel, etc.), des enjeux vis-à-vis du maintien ou de l'amélioration de leurs conditions de vie.
 - Des réunions publiques sont organisées pour présenter le projet et prendre en compte les remarques des parties prenantes.
 - A la suite de l'identification des impacts, des mesures compensatoires sont déterminées, discutées lors de réunions publiques et sont traduites dans un plan de gestion environnementale et sociale qui permet de garantir la mise en œuvre de ces mesures sous la forme d'un plan d'action.
4. Les évaluations de plans/programmes et de projets constituent un autre pan d'activités d'Oréade-Brèche. Au-delà du volet environnemental, le volet social est un point fondamental au niveau international. Aussi, Oréade-Brèche se positionne sur ce thème depuis quelques années, afin d'asseoir ses principes éthiques. Les missions engagées visent notamment à limiter les impacts socio-économiques sur les territoires concernés et à juger de la bonne mise en œuvre d'actions à destination des populations locales (par exemple au Maroc, Suriname, Guyane ou Guyane française).

5. Enfin, en 2011, Oréade-Brèche a été particulièrement sensibilisé à l'évolution de la pression exercée par les investisseurs étrangers sur les terres agricoles des pays en voie de développement. Ces opérations qui sont dans la majorité des cas, de pures opérations de spéculations face à l'enjeu d'assurer la sécurisation alimentaire dans de nombreux pays développés ou émergents, se font en dépit de toutes prises en compte des conditions environnementales et sociales et conduisent souvent à bafouer les droits fonciers, traditionnels et culturels des populations autochtones. Face à cette situation, et fort de son expérience dans le domaine de la certification forestière, Oréade-Brèche a entrepris une réflexion sur ce sujet, en rassemblant différents experts de son réseau.

D. Résultats des actions

1. Actions liées au fonctionnement interne d'Oréade-Brèche

Jusqu'à aujourd'hui, aucune procédure juridique, ni contentieux en lien avec des problématiques sociales, religieuses, etc. n'a été engagé contre Oréade-Brèche.

2. Actions liées aux activités d'Oréade-Brèche

Dans le cadre de la certification des activités forestières et de la traçabilité des produits forestiers, Oréade-Brèche a effectué 6 audits en 2011 (France, Espagne, Cameroun, Gabon, Congo). Les missions réalisées sont des pré-audits, des audits initiaux et des surveillances annuelles ou des activités de conseils directement dans les entreprises. Ils ont porté en particulier sur le respect de la législation nationale et internationale, le respect des droits des travailleurs, la sécurité au travail, le respect des droits fonciers et culturels des populations locales et l'impact de l'aménagement forestier et de l'exploitation sur les populations, au travers de l'appui des opérateurs privés en termes de développement d'infrastructures éducatives (construction d'école), sanitaires (infirmerie, approvisionnement en médicaments, etc.) et d'économie permettant d'appuyer le développement d'activité génératrices de revenus (appui au développement agricole, aux commerces des productions locales, etc.). Les audits se sont déroulés sur le terrain et à partir de l'écoute des différents acteurs : ouvriers forestiers sur les chantiers, cadres des entreprises forestières, représentants des villages, ONG, Administrations locales, régionales et nationales.



Réunion avec les représentant d'un comité Hygiène et sécurité (Cameroun)

L'ensemble de ces audits ont débouché sur l'obtention ou le maintien du certificat, garantissant le respect des principes de gestion forestière, environnementale et sociale et par extension, la prise en compte des droits de l'Homme.

Dans le cadre des études d'impacts environnementales et sociales (Cameroun, Mali) et des évaluations/suivi de plans/programmes et de projets (Maroc, Suriname, Guyana, îles du pacifique et de l'Océan Indien, etc.), Oréade-Brèche a réalisé en 2011, 5 études internationales traitant des aspects sociaux. Ces missions nous ont amené à élaborer des recommandations, concernant notamment les thématiques suivantes :

- meilleure prise en compte des questions sociales,
- développement local d'activité génératrice de revenu,
- amélioration des conditions de vie (santé, accès aux infrastructures et services),
- gestion de la lutte antiparasitaire.

III. Droit du travail

A. Principes du Pacte Mondiale

Principe 3 Les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective

Principe 4 Elimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire

Principe 5 Abolition effective du travail des enfants

Principe 6 Elimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession

B. Evaluation, politique et objectifs de la société

En France, le droit du travail est encadré par le code du travail. Celui-ci recueille l'ensemble des normes juridiques qui régissent les relations entre un employeur et un travailleur. Il traite notamment des conditions et relations de travail (contrat de travail, etc.), des contentieux possibles, du respect des libertés syndicales, de la santé et de la sécurité des salariés au travail, et de la formation professionnelle. L'ensemble des textes en vigueur sont ainsi pris en compte et appliqués au sein des différentes agences de l'entreprise.

Au niveau international, Oréade-Brèche est confronté, de part ses activités, à des zones à risque élevé. Certains projets se développent dans des Pays (notamment en Afrique et en Asie) où les droits du travail sont peu ou pas appliqués voire applicables.

C. Mise en œuvre d'actions concrètes

1. Actions liées au fonctionnement interne d'Oréade-Brèche

Signature de contrats de travail et de contrat de sous-traitance

En France, le contrat de travail existe dès l'instant où le salarié s'engage à travailler, moyennant rémunération, pour le compte et sous la direction de l'employeur. A Oréade-Brèche, tous les salariés bénéficient d'un contrat de travail écrit et signé par le Gérant, dès leur embauche.

De même, lorsqu'Oréade-Brèche s'associe avec des partenaires pour répondre aux besoins des missions, des contrats sont systématiquement passés avec ses sous-traitants.

Définition d'un règlement intérieur et d'une charte de fonctionnement

Le règlement intérieur d'Oréade-Brèche (dernière version en date du 07 novembre 2011), est pris en application des articles L. 122-33 et suivants du Code du travail. Conformément aux dispositions législatives, il fixe :

- les règles générales et permanentes relatives à la discipline applicable dans l'entreprise,
- les règles générales relatives à l'interdiction de toute pratique de harcèlement moral ou sexuel,
- les règles relatives à l'hygiène et la sécurité dans l'entreprise,
- les procédures et sanctions disciplinaires et les dispositions relatives aux droits de la défense des salariés.

La charte de fonctionnement (version révisée du 16 juin 2011) complète le règlement intérieur. Elle concerne l'ensemble des locaux de l'entreprise et tous ses établissements et s'applique à tous dans Oréade-Brèche : direction, cadres, salariés (CDI comme CDD) et stagiaires. Elle comprend :

- la présentation de la société,
- l'organisation de la gestion de la société : organigramme, principes de la société (qualité - confidentialité - Ethique), outils disponibles, Serveur Intranet, gestion des dossiers (définition des fonctions et rôles),
- la communication interne,
- le fonctionnement administratif : frais, congés, temps de travail,
- les dispositifs mis en place : intéressement des salariés aux résultats de l'entreprise, plan d'épargne entreprise, mutuelle professionnel,
- les règles internes de fonctionnement des agences.

Election de délégués du personnel

Des élections règlementaires sont réalisées tous les 4 ans selon le code du travail. Les dernières n'ont pas vu de candidats se présenter dans le cadre officiel. Toutefois, un délégué du personnel volontaire hors du cadre officiel, représente les salariés dans chaque agence.

Le rôle de ces délégués volontaires est de faire le lien entre le personnel et la direction que ce soit pour des demandes venant des personnels et stagiaires à transmettre à la direction ou pour des consultations des salariés émanant de la direction. Leur rôle est très ouvert et laissé à l'appréciation de l'ensemble des salariés et d'eux-mêmes. Bien que n'ayant aucun rôle officiel, leur présence dans l'entreprise a paru présenter de nombreux avantages pour régler tout type de situation entre les salariés et la direction.

Politique de formation des employés

Il est toujours capital que les employés progressent ou maintiennent certains acquis et donc des formations sont nécessaires. Pour cela, chaque année, il est demandé aux salariés, leurs souhaits de formation. L'ensemble de ces souhaits sont examinés par la direction qui prend la décision finale de retenir ou non celles-ci selon différents critères (budget disponible, importance et opportunité par rapport aux missions, équilibre entre les différents salariés).

Elaboration du document unique d'évaluation des risques professionnels

Le Document Unique des Risques Professionnels recense les risques généraux et les risques spécifiques propres à chaque fonction dans l'entreprise. Il liste les actions à mettre en place pour les prévenir, les limiter voire les supprimer ; ainsi qu'un calendrier de mise en œuvre. A Oréade-Brèche, trois documents ont été formalisés selon les postes de travail : chargé d'études, secrétaire et technicien.

De plus, un diagnostic sur le risque psychosocial et le stress au travail a été menée auprès de tous les salariés.

2. Actions liées aux activités d'Oréade-Brèche

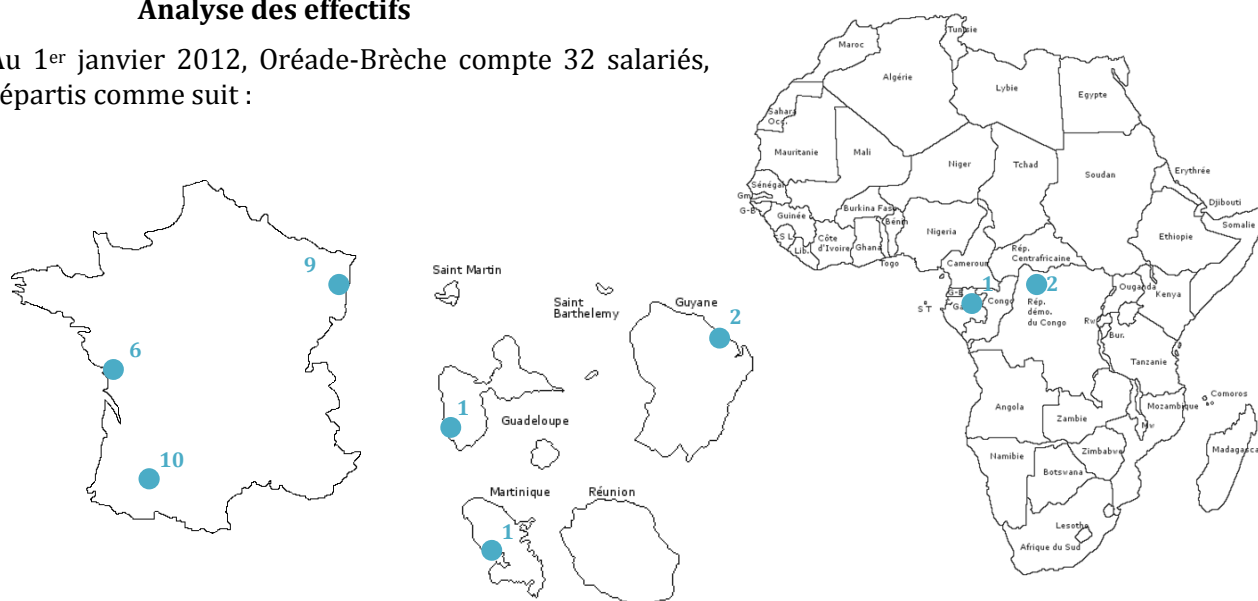
Dans le cadre des activités d'Oréade-Brèche, ce sont nos actions d'auditeurs ou de consultants pour la certification FSC (Forest Stewardship Council) des activités forestières qui répondent le plus aux principes de Global Compact. En effet, l'obtention du label FSC passe par le respect du principe 4 « Relations communautaires et droits des travailleurs qui précise que *les opérations de gestion forestière doivent maintenir ou améliorer le bien-être social et économique, à long terme, des travailleurs forestiers et des communautés locales* ». Les critères qui composent ce principe prennent en compte les conditions de travail, la sécurité, l'hygiène et la protection contre les maladies (entre autres VIH/SIDA) ainsi que le droit de se rassembler, de se grouper et de se syndiquer. Sur le terrain, lors des audits, l'absence d'enfants dans les activités de l'entreprise ou de ses sous-traitants est particulièrement observée.

D. Résultats des actions

1. Actions liées au fonctionnement interne d'Oréade-Brèche

Analyse des effectifs

Au 1^{er} janvier 2012, Oréade-Brèche compte 32 salariés, répartis comme suit :



Effectif par métiers et statuts

Métiers	ETAM	Cadre	Stagiaire	TOTAL
Gérant		1		1
Chef d'agence		3		3
Chargé d'études	21	4	1	26
Assistante administrative	1	1		2
TOTAL	22	9	1	32

Effectif réparti par sexe et par type de contrat

Type de contrats	Nb	H	F
En CDI	26	13	13
dont CDI temps partiel	5		5
En CDD	4		4
dont CDD temps partiel	0		
En intérim	0		
Contrats aidés	1	1	
Autres	1	1	
TOTAL	32	15	17

Répartition des âges

	ETAM	Cadre	Stagiaire	TOTAL	% effectif total
20 à 30 ans	9		1	10	31
31 à 40 ans	12	3		15	47
41 à 50 ans		4		4	12,5
51 à 60 ans	1	2		3	9,5
+ de 60 ans					
TOTAL	22	9	1	32	100

11 personnes (tout contrats confondus) ont été recrutées en 2011. Aucune discrimination à l'embauche n'a été opérée. Le choix des nouveaux salariés s'est basé sur leurs compétences et expériences. Les critères liés à l'âge, au sexe, la nationalité, la religion et la couleur de peau sont exclus des grilles d'analyse. Il en est de même quant au choix de nos fournisseurs et de nos sous-traitants techniques.

Renouvellement du personnel

	2010	2011
Fin de contrats	6	10
Ruptures de contrats		
Recrutements	10	11

Contentieux

Aucune plainte, ni action juridique auprès du Conseil des Prud'hommes n'a été engagé par un salarié.

Mise à jour de la charte de fonctionnement

Une version actualisée de la charte de fonctionnement d'Oréade-Brèche a été produite. La préparation a été longue, car a impliqué beaucoup d'allers-retours pour son amélioration. De plus, l'avis des salariés via les DP volontaires a été recueilli avant sa validation. Le résultat marque une étape, en permettant enfin de mettre en un seul document, tout ce qui peut intéresser chacun dans le fonctionnement journalier de l'entreprise.

Délégués du personnel (DP)

En 2011, des réflexions ont été menées sur la fonction de « délégué du personnel informels » à Oréade-Brèche. Un document sur le rôle et le fonctionnement des délégués du personnel à Oréade-Brèche a été formalisé. Il rappelle les missions d'un DP, l'organisation mise en place et les moyens à disposition.

Trois réunions ont été organisées afin de traiter les différents sujets mis en avant par les salariés. Les comptes-rendus ont ensuite été transmis à la direction pour discussion.

Politique de formation des employés

Pour l'année 2011, 12 personnes ont répondu au questionnaire d'évaluation des besoins en formation avec en tout une vingtaine de thématiques. Sur ces 12 personnes, le choix des formations s'est porté sur la pertinence de la formation demandée par rapport à l'activité de l'entreprise et sur les personnes qui n'avaient pas encore bénéficié de formation.

Les formations retenues dans le budget « Plan de formation » ont été les suivantes :

Libellé de la formation	Nombre de personnes
SPSS Statistiques (logiciel)	5
Cartographie des habitats d'espèces animales	1
Parasitologie et protection biologique intégré de l'arbre	1
Analyse visuelle de l'arbre et évaluation de l'état mécanique	1
Gestion de l'exploitation agricole	1
Suivi environnemental de chantier	2
Anglais	Tous

Deux demandes de Période de professionnalisation ont été acceptées :

- Master 2 – Métier de la formation – Parcours Ingénierie et Conseil,
- Master 2 – Droit et Management social de l'entreprise.

Evolution du document unique d'évaluation des risques professionnels (DURP)

Une mise à jour du DURP est actuellement en cours. L'analyse des risques généraux et spécifiques se fait sur la base d'un entretien avec chaque salarié qui a pour but d'étudier concrètement le poste de chacun et d'en identifier les risques. Ces entretiens sont conduits entre salariés et une fiche d'entretien a été établie afin d'avoir le même « fil conducteur ».

Par la suite, un groupe de pilotage « risque » sera formé pour travailler et adapter le document existant pour qu'il réponde bien à la réalité d'Oréade Brèche. Sur la base des résultats de ces entretiens réalisés, il dressera la liste des risques identifiés, à inscrire dans le DURP, et mettra en place les indicateurs associés (durée annuelle du travail, organisation du travail, symptômes physiques, nombre d'arrêts maladie, etc.).

Une réflexion sur les actions à mettre en place sera également menée. Les « bonnes pratiques existantes » seront à systématiser tout en privilégiant l'articulation avec les outils existants d'Oréade Brèche. Ces actions seront discutées et acceptées dans un groupe plus large : selon l'importance des décisions et les personnes qu'elles concernent, ces mesures pourront être relayées et validées au cours des réunions d'agence, des Oréadiennes, etc.

2. Actions liées aux activités d'Oréade-Brèche



Comme mentionné au chapitre précédent relatif aux droits de l'Homme, Oréade-Brèche a effectué 6 audits en 2011 dans le cadre de la certification des activités forestières. L'ensemble de ces audits ont débouché sur l'obtention ou le maintien du certificat, garantissant le respect des principes de gestion forestière et par extension, le respect des droits du travail, des travailleurs et de leurs familles.

Abatteur en forêt tropicale (Cameroun)

IV. Environnement

A. Principes du Pacte Mondiale

Principe 7 Les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement

Principe 8 Les entreprises sont invitées à entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement

Principe 9 Les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

B. Evaluation, politique et objectifs de la société

Oréade-Brèche est engagé depuis plus de 30 ans vis-à-vis de la protection de l'environnement et dans les activités de développement..

Grâce à ces consultants et son réseau d'experts, la société a la possibilité d'évaluer l'émergence de nouvelles problématiques environnementales en fonction de l'évolution des sociétés (changement climatique, rapport entre biodiversité et économie, etc.). Cela permet d'anticiper certains sujets et d'être force de propositions pour la mise en œuvre de nouvelles méthodes ou solutions.

Face aux enjeux de développement durable qui sont donc la préoccupation essentielle pour l'équipe d'Oréade-Brèche, la société dans la pratique, appuie son activité sur trois lignes directrices :

- Agir pour la prise en compte de l'environnement,
- Participer à un développement équitable construit sur une utilisation rationnelle des ressources,
- Favoriser le partage des expériences et la concertation entre les acteurs pour l'appropriation de solutions durables

Transport en République de Centre-Afrique



L'impact externe de nos activités est donc globalement positif puisque elles ont comme objectif :

- D'étudier et proposer des solutions pour conserver l'environnement (par exemple les plans de gestion d'espaces naturels),
- D'accompagner la mise en œuvre de projets en assurant une plus grande prise en compte de l'environnement (études de faisabilité de projet, études d'impact environnementale, étude d'aménagement du territoire, etc.),
- D'évaluer les politiques, programmes ou projets afin d'influencer leurs orientations pour les rendre plus efficaces, accroître leurs effets bénéfiques sur l'environnement ou préparer des prolongements pour renforcer les actions en cours.

Notre empreinte écologique est surtout marquée par l'utilisation des moyens de transports, en particulier les transports aériens qui sont incontournables pour effectuer les missions à l'étranger.

Dans le fonctionnement courant de la société, la minimisation de nos impacts environnementaux (économie d'énergie, production de déchets, etc.) est cadrée par notre politique environnementale. L'ensemble de l'équipe reconnaît à travers cette politique, sa responsabilité et s'engage dans la pratique quotidienne et professionnelle à agir en conséquence.

C. Mise en œuvre d'actions concrètes

La direction d'Oréade-Brèche a instauré au sein de l'entreprise une politique environnementale et sociale qui a comme lignes directrices les principaux axes suivants :

- Economie d'énergie et de rejets de gaz à effet de serre,
- Prévention des pollutions, notamment par le tri, la réutilisation ou le recyclage des déchets produits par l'entreprise,
- Consommation éco-responsable,
- Amélioration continue de l'organisation de la société et de ses impacts environnementaux, par une mise à jour annuelle.

La société s'engage à mettre en œuvre cette politique, à la diffuser à l'ensemble du personnel, à l'afficher sur le site Internet de l'entreprise et à la rendre disponible à toute personne externe en faisant la demande.

Par ailleurs, le sujet de la protection des milieux et des ressources est un des cœurs de métier de notre société qui intervient depuis plus de 30 ans sur des études en faveur de la préservation de l'environnement. Cinq grandes thématiques sont traitées :



- La participation à la lutte contre le changement climatique en participant à la protection des forêts contre leur dégradation et contre les défrichements non contrôlés.
- La préservation ou la restauration des zones humides, des tourbières et des cours d'eau.
- La conservation de la biodiversité terrestre et marine et la restauration des habitats naturels.
- La gestion des ressources naturelles (forêts, carrières, etc.).
- La prévention des risques majeurs (feux de forêt, érosion, etc.).
- Le maintien de la qualité de vie pour les habitants (aménagement du territoire, urbanisme, etc.).

D. Résultats des actions

1. Actions liées au fonctionnement interne d'Oréade-Brèche

Bilan carbone

Oréade-Brèche a réalisé son bilan carbone® afin d'envisager les pistes de réduction du contenu carbone de ses prestations. Le bilan montre qu'Oréade-Brèche émet 40 kg eq. CO₂ par k€ de chiffre d'affaire (hors sous-traitants). La réalisation de ce bilan a permis une sensibilisation de l'ensemble des salariés aux impacts climatiques des activités de la société. La recherche d'économies de CO₂ a été engagée, notamment afin de limiter les déplacements, principale source d'émission de GES d'Oréade-Brèche (47 %). Les mesures qui ont été prises sont :

- la mise en place d'un système de visioconférence dans les 3 agences et un recours privilégié aux visioconférences ou conférences téléphoniques, en particulier pour les réunions internes entre les différents sites, mais aussi avec nos clients quand cela est possible,
- l'utilisation préférentielle du train sur la voiture ou l'avion pour les déplacements professionnels,



BILAN CARBONE®

- l'encouragement pour les trajets domicile-travail à l'utilisation de moyens de déplacement « doux » (vélo), des transports en commun et du covoiturage (le remboursement de 50 % du montant des cartes d'abonnement a été mis en place pour inciter les salariés à utiliser quotidiennement les transports en commun et est mobilisé par environ la moitié des salariés),
- la maîtrise des consommations énergétiques dans les agences : régulation du chauffage par thermostats d'ambiance et absence de climatisation dans les locaux qui sont situés dans des bâtiments neufs ou rénovés, correctement isolés,
- par ailleurs, dans le cadre de ses engagements éthiques et environnementaux, et pour compenser une partie de ses émissions de carbone, Oréade-Brèche soutient l'ONG Nebeday au Sénégal qui encadre des reboisements communautaires.

Prévention des pollutions

Toutes les agences utilisent des systèmes de recharge en poudre des cartouches d'imprimantes et ont passé des contrats de récupération des cartouches usagées (société Collectors, LVL, Bureautique 17, etc.).

De même, chaque agence récupère et recycle les papiers usagers et les autres déchets recyclables (plastique, verre). Ils sont déposés régulièrement dans les containers mis à dispositions par les collectivités.

Consommation éco-responsable

Les actions mises en œuvre sont les suivantes :

- mise en place systématique d'ampoules à basse consommation dans les bureaux,
- recours autant que possible à la dématérialisation des supports (diffusion des rapports au format PDF par e-mail, abonnement au service de signature électronique SG-TRUST pour la remise d'offres dématérialisées),
- achat de papier recyclé pour les impressions,
- utilisation d'imprimantes recto-verso,
- communication interne pour éviter les impressions inutiles, privilégier les impressions recto/verso et 2 pages par feuille, réutiliser les feuilles utilisées en recto comme brouillon et trier les papiers usagés pour leur recyclage,
- achats de matériel avec prise en compte de la consommation énergétique et les possibilités de recyclage
- achat de fournitures à des établissements d'aide par le travail (ESAT de Toulouse, DTA de Ruffec),
- les produits de nettoyage et produits vaisselle sont porteurs de l'écolabel européen,
- achat de papier FSC ou PEFC garantissant l'utilisation de bois provenant de sources légales et gérées durablement.



2. Actions liées aux activités d'Oréade-Brèche

Sans présenter de façon exhaustive l'ensemble des missions environnementales effectuées en 2011, nous citerons quelques types de missions caractéristiques qui ont contribué à la préservation de l'environnement :

Elaboration du plan de gestion et de restauration de la tourbière de Pédestarrès (Pyrénées-Atlantiques)

Ce projet de gestion et de restauration se situe sur le site de la tourbière de Pédestarrès, (40 ha) sur la Commune de Louvie-Juzon, dans les Pyrénées-Atlantiques.

Après une longue période où le site a été géré de façon extensive par les agriculteurs locaux, la mise en exploitation du site pour la tourbe a été marquée par une période de tension, principalement au moment où la pression a été mise par les associations locales pour que cette exploitation s'arrête. L'opposition locale qui est née suite à la destruction partielle du site a finalement conduit à des blocages qui se sont traduits par une période relativement stérile pendant laquelle aucun projet de restauration n'a pu voir le jour. Ce n'est qu'à partir de 2008, année marquée par l'arrivée d'une nouvelle équipe municipale, qu'une solution à ce dossier local a commencé à voir le jour. Le projet actuel a pour objectif de restaurer et de valoriser le site et ses atouts, notamment à partir d'une réappropriation de la tourbière par les habitants de la commune.



*Vue de la tourbière depuis la zone exploitée
avec la zone en eau au premier plan et le front de taille*

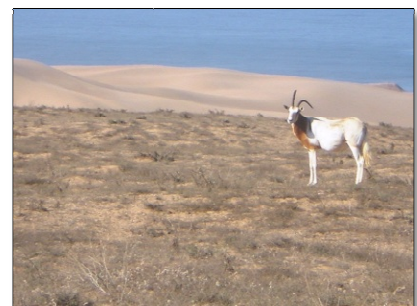
Les différentes phases du projet sont les suivantes :

- Inventaire faune et flore du site,
- Analyse du fonctionnement hydraulique du site et évaluation de l'état de fonctionnement de la tourbière,
- Analyse des besoins de restauration du site,
- Identification des mesures de gestion pour conserver la biodiversité du site,
- Approche participative tout au long de la mission pour assurer une réappropriation du site par la population et favoriser le développement d'actions pédagogiques et de mise en valeur touristique du site.

Évaluation partenariale des projets d'appui à la gestion des parcs nationaux au Maroc

Les objectifs du Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la Désertification du Maroc et de l'AFD étaient de réaliser une « méta-évaluation » des projets d'appui à la gestion des Parcs Nationaux au Maroc, portés depuis 1996 par différents partenaires techniques et financiers internationaux.

Il s'est agi de réaliser une « capitalisation » des expériences, de façon à Identifier des modalités d'intervention qui soient plus efficaces et plus pertinentes.



Oryx dans le PN de Souss Massa

L'exercice d'évaluation a été considéré lui-même comme un processus d'apprentissage mutuel, et a donné lieu à une participation effective des gestionnaires de parcs, dans le comité de suivi de

l'étude, à l'occasion des visites sur les terrains des consultants, ainsi qu'au cours des ateliers organisés en cours d'étude et du séminaire pour sa clôture.



Après avoir finalisé la méthode d'investigation, les consultants ont réalisé un travail bibliographique fouillé sur les parcs nationaux et sur les projets d'appui étudiés. Cette analyse initiale a abouti à la rédaction de fiches bibliographiques détaillées.

Un travail de terrain dans les 7 parcs de l'échantillon a permis d'interroger les différentes parties prenantes et de prendre connaissance de l'action des parcs et des projets d'appui.

PN d'Al Hoceima

Les consultants ont assuré l'animation de travaux communs des gestionnaires des parcs, à l'occasion d'ateliers participatifs (sur les thèmes "Suivi-évaluation" et "Mise en réseau") et d'un séminaire final national.

Les résultats de ces travaux ont notamment donné lieu à la réalisation d'un rapport final détaillé et d'un rapport de synthèse, mettant en évidence les résultats de ces investigations et des recommandations pour l'avenir.

Etude de faisabilité du projet DynAffor, Structure et Dynamique des forêts d'Afrique Centrale et évaluation des capacités de stockage du Carbone en forêt tropicale

Les objectifs de cette étude étaient (1) d'élaborer et de mettre en place des systèmes de mesures de paramètres indispensables aux calculs de production forestières dans le cadre des plans de gestion et harmonisés pour les 6 pays de la zone, (2) d'obtenir des tarifs de biomasse adaptés aux forêts du bassin du Congo et capable de quantifier le stock de carbone. Cela contribuera à préciser l'évolution du couvert forestier dans le cadre du REDD où, dans le cadre du bassin du Congo, les évolutions sont plus à lier aux notions de dégradation des forêts que de déforestation.

Ce projet s'intègre parfaitement dans la dynamique réglementaire des pays du Bassin du Congo et dans les objectifs des principales institutions forestières que cela soit la COMIFAC ou l'ATIBT. Il est conçu pour s'intégrer dans le cadre de l'OFAC, et il est dans la logique du soutien de l'AFD et du FFEM au processus d'aménagement forestier dans le bassin du Congo. Les résultats de ce projet contribueront à renforcer les processus de certification FSC mis en œuvre par les opérateurs privés du Bassin du Congo.

Trouée dans la canopée après abattage d'un Okoumé (Gabon)



Oréade-Brèche a fourni une équipe de 3 consultants senior ayant une bonne connaissance de l'aménagement forestier dans le bassin du Congo pour analyser les différentes composantes du projet, leur faisabilité technique et économique et les risques pour leur réalisation. Un consultant a été chargé d'une analyse détaillée du budget de ce projet sur 5 ans (5 millions d'€ dont 2,5 millions d'€ du FFEM). L'étude a également porté sur l'organisation du pilotage de ce projet et des relations avec les institutions du bassin du Congo (Ministères des forêts, organismes de recherche, etc.). Une mission au Cameroun, Gabon et Congo a été réalisée et a permis de préciser le cadre de la mise en œuvre en rencontrant un grand nombre de parties prenantes potentielles parmi les opérateurs privés, les ONG et les institutions nationales et

internationales. La recherche de la pérennité des dispositifs scientifiques et de l'organisation mis en place a été un point important de cette mission, l'objectif final étant de mettre en œuvre des moyens de partages des résultats de ce dispositif de recherche afin d'améliorer les calculs d'aménagement lors de la révision des plans d'aménagement.

Du point de vue de la composante carbone du projet, l'équipe de consultant s'est attaché à faire des propositions de recherche alternatives au projet initiale pour être plus en phase avec les demandes des opérateurs privés forestiers qui doivent faire de plus en plus face à des questionnement quant à l'impact des activités forestières sur le bilan carbone des forêts.

Evaluation à mi-parcours de projets de gestion durable de ressources naturelles (Madagascar et Afrique)

Cette prestation réalisée pour le compte du FFEM, a en fait été un double exercice d'évaluation de deux projets distincts visant à la conservation de la biodiversité et à l'établissement de stratégies de valorisation des ressources naturelles pour financer des aires protégées, de nature souvent communautaires :

- le projet COGESFOR de Gestion durable des ressources naturelles pour la conservation de trois régions hotspot de la biodiversité à Madagascar,
- le projet BIOCOS de Gestion de la biodiversité marine et côtière ouest africaine par le renforcement des initiatives de conservation et de suivi dans les AMP (Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée).



Le travail a plus particulièrement consisté à réaliser un bilan global et objectif des actions des deux projets depuis leur démarrage, une analyse évaluative, des conclusions, des enseignements et des recommandations.

Les deux exercices d'évaluation ont donné lieu à un travail de terrain sur une quinzaine de jours, les évaluateurs ayant été amenés à en particulier analyser :



- pour le projet COGESFOR : l'évaluation des opportunités de valorisation économique des Transferts de Gestion de Ressources Naturelles (TGRN) soutenues par le projet, l'évaluation de problématiques particulières relatives d'une part à l'échec de la mise en place du projet sur un site et d'autre part celle de difficultés d'un des porteurs impliqués dans le projet,

- pour le projet Biocos : l'évaluation de l'avancement du projet et des enjeux de coordinations des nombreux partenaires, l'évaluation de l'avancement de la composante du projet relative à l'information, la sensibilisation et la capitalisation des expériences, ainsi qu'à l'analyse des mesures institutionnelles, organisationnelles et de gestion d'un des porteurs du projet.

Des rapports d'évaluation détaillés ont rendu compte de l'avancement de ces projets, de l'analyse évaluative selon les méta-critères classique d'évaluation, de l'évaluation précise relative aux problématiques particulières citées ci-dessus et de propositions/recommandations concrètes (transversales et thématiques) pour la mise en œuvre de la fin de ces projets et leurs éventuelles suites.

V. Lutte contre la corruption

A. Principe du Pacte Mondiale

Principe 10 Les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin

B. Evaluation, politique et objectifs de la société

Selon Transparency International, « la corruption consiste en l'abus d'un pouvoir reçu en délégation à des fins privées », et la Banque mondiale retient cinq formes de corruption :

- les « dessous de table » qui sont des versements à des responsables officiels afin qu'ils agissent plus vite, de façon plus souple et plus favorable,
- la « fraude » qui consiste en la falsification de données, de factures, etc.
- « l'extorsion » obtenue par la coercition ou la force,
- le « favoritisme » pour favoriser des proches,
- le « Détournement de fonds » ou le vol de ressources.

En France, notre secteur d'activité est soumis à un risque faible en matière de corruption. Au niveau international, ce risque est souvent plus élevé.

Oréade-Brèche s'est toujours engagé à refuser toute forme de corruptions actives ou passives et à ne s'engager que dans des projets dont la transparence était assurée. C'est pour cela que nous avons toujours privilégié, sans que cela soit une position exclusive, de travailler dans le cadre de projets cadré par les institutions internationales en charge des projets de coopération et de développement tels que l'Agence Française pour le développement, le Fond Français pour l'Environnement Mondial, la Banque Mondiale, etc.

C. Mise en œuvre d'actions concrètes

1. Actions liées au fonctionnement interne d'Oréade-Brèche

Oréade-Brèche et ses employés adhèrent à plusieurs codes déontologiques précisant les devoirs éthiques à respecter dans l'exercice de leur fonction :

- Le code de déontologie de l'Association Française des Ingénieurs Écologues (AFIE),
- Le Code de déontologie des Experts Forêt-Bois (Compagnie Nationale des Ingénieurs et Experts Forestiers et des Experts en Bois, CNIEFEB),
- Les « Garanties » du Groupement des Experts Conseils en Arboriculture Ornementale (GECAO),
- Le code de déontologie de la Chambre de l'Ingénierie et du Conseil de France - Territoires et Environnement (CICF-TEN),
- La Charte de l'évaluation de la Société Française de l'Évaluation (SFE).

2. Actions liées aux activités d'Oréade-Brèche

Parmi les différentes activités menées par Oréade-Brèche, une de celles où nous avons une action directe dans la lutte contre la corruption (naturellement à la hauteur de nos moyens) est dans le cadre de la mise en œuvre des audits de certification des activités forestières (Forest Stewardship Council). Outre le respect du principe 1 du standard du FSC sur le respect des lois (paiement des taxes, des impôts, des salaires, acquisition légale des titres fonciers, etc.), l'évolution du référentiel présenté en 2011

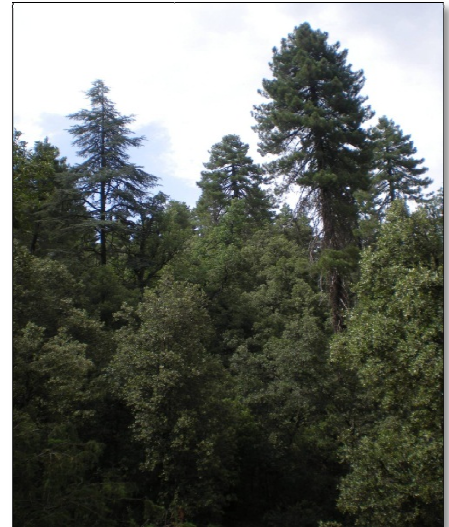


par le FSC intègre maintenant un critère directement orienté vis-à-vis de la lutte contre la corruption qui impose aux auditeurs de vérifier quels sont les engagements des entreprises pris vis-à-vis de cet enjeu.

Vis-à-vis de ce principes, les résultats obtenus par Oréade-Brèche se traduisent par :

- Des entreprises forestières auditées et surveillées annuellement dans le cadre du FSC. Ces audits sont également toujours des moments d'échange entre les entreprises et les auditeurs pour le développement de progrès au sein des entreprises, autant technique, que vis-à-vis des mécanismes de communication et de mise en relation des acteurs entre eux.
- Des rapports d'audits qui soulignent les réussites des politiques, des programmes et des projets mais surtout qui révèlent les faiblesses autant du point de vue technique que du point de vue des mécanismes de gouvernance. Ces missions d'évaluation se traduisent également par des recommandations et des propositions pour corriger les faiblesses ou prolonger les projets qui se terminent pour renforcer les impacts induits par ces démarches. Tout cela concourt à appuyer des projets plus efficaces, encadrés par une bonne gouvernance assurant une mise en œuvre transparente pour un plus grand nombre de bénéficiaire.

Evaluation du projet d'appui au Parc National d'Ifrane pour la conservation de la Cédraie du Moyen Atlas (Maroc)



Indirectement, toutes les missions d'Oréade-Brèche, et en particulier, les évaluations de projets qui concourent à renforcer la bonne gouvernance dans le cadre des projets de gestion ou de conservation, concourent à mettre en place des systèmes de décision impliquant les parties prenantes et réduisant les espaces pour les pratiques frauduleuses.